

Info-riches ou Info-pauvres...

Et si l'on questionnait la mondialisation marchande ?

Déclaration du FORAM sur l'Afrique et la société de l'information.

« Se taire est un acte politique, de même que protester. Quiconque prend conscience des désastres de la mondialisation n'est plus innocent, il est contraint de s'engager ».

Arundhati Roy

Invitation sur le cyber-espace

La montée en force de l'extrême droite raciste et xénophobe en Europe nous rappelle, à nous Maliens et Africains, si besoin était, que nous ne sommes pas toujours les bienvenus sous certaines latitudes. La vie est, pourtant, invivable par ici, faute d'emplois, de revenus, de nourriture, d'écoles, de centres de santé et de perspectives d'avenir.

Dans cette situation de tourmente et d'amertume, le cyberspace est la nouvelle destination que les Nations industrialisées et nos propres dirigeants nous proposent d'explorer et d'habiter. Mais, à l'instar des autres chemins que nous avons tenté d'emprunter, les info-routes aussi sont parsemées d'embûches et de pièges pour nos Etats surendettés et dépendants. Elles ne s'ouvrent grandement qu'à ceux et celles qui ont un certain niveau d'éducation et de revenu. Les ressources financières qui devraient assurer cette base à l'Afrique sont confisquées.

A Monterrey (Mexique), en Mars 2002, lors de la conférence des Nations-Unies sur le financement du développement, ces mêmes Nations industrialisées qui nous invitent à sauter à pieds joints, dans la société de l'information, nous ont, encore une fois, signifié que l'accès aux capitaux dont notre continent a cruellement besoin, demeure assujéti à l'adhésion totale de nos Etats au dogme du marché. Le coût social exorbitant de ce diktat, qui discrédite et déstabilise les gouvernements au Sud, est le lieu d'incantations sur la lutte contre la pauvreté.

L'Afrique profonde a faim, a mal et a peur de l'avenir. L'offre des dirigeants africains et des institutions internationales en Technologies de l'Information et de la Communication (TICs) est-elle une réponse pertinente à cette demande ?

Dans le cadre de la préparation du Sommet Mondial de la Société de l'Information (SMSI) sur les TICs par l'Afrique, le Forum pour l'Autre Mali (FAM) qui émane du Forum Social Africain (FSA) et du Forum Social Mondial (FSM), fidèle au devoir de lucidité qu'il s'impose, questionne la société de l'information en des termes autres que ce qu'elle apporte à l'Afrique et vice versa. Ce libellé que la Conférence régionale de Bamako a privilégié est un parti pris délibéré pour la mondialisation marchande que le Forum pour l'Autre Mali conteste.

Ne nous laissons pas distraire par le positivisme scientifique de mauvais aloi dont les tenants sont allergiques à l'examen critique des enjeux nationaux et internationaux des TICs. La rigueur et la perspicacité sont d'autant plus requises que nous avons également eu droit à la santé pour tous (en l'an 2000), l'éducation pour tous, l'eau potable pour tous... qui sont autant de promesses non tenues et de rendez-vous manqués avec la solidarité, la justice sociale et la paix. Le cyberspace pourvoira-t-il à tant de besoins humains non satisfaits, source de tant de souffrances ? A-t-il fallu un Sommet mondial et une préparation africaine de celui-ci pour que le continent adopte l'automobile, la radio, le téléphone, la télévision qui font désormais partie de notre paysage ? Que nous vaut tant de remue-

ménage autour des TICs que nous sommes déjà en train d'adopter à notre rythme en fonction de nos besoins et de nos moyens ?

En somme, nul ne conteste la nécessité et la performance des TICs. Nul ne doute de leurs prouesses, visibles partout. Ce sont leurs promesses qui demandent à être examinées avec rigueur et perspicacité dans l'état actuel de notre continent et des rapports au Nord.

A qui profite réellement la société de l'information ?

Information et phagocytose

Créer le sentiment de manque, d'infériorité et d'insécurité pour mieux justifier l'offre des Nations industrialisées ainsi que les réformes économiques, juridiques et institutionnelles qu'elles jugent indispensables dans l'articulation de l'Afrique au tout-marché, est la triste aventure dans laquelle nos Etats sont en train de nous embarquer.

Le retard de l'Afrique sur le reste de l'humanité est cette corde sensible sur laquelle les hérauts des TICs jouent. Il est sans arrêt évoqué, évalué et déploré alors que le fossé numérique n'est que l'une des expressions de l'impasse néolibérale dans laquelle les mêmes forces du marché nous ont conduits en substituant des programmes d'ajustement structurel aux plans nationaux de développement.

La société de l'information participe à notre marche forcée vers un idéal de société conçu et promu par les possédants. Elle était, en effet, à l'ordre du jour de la Conférence ministérielle du G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada) à Bruxelles, les 25, 26 et 27 février 1995. Astrad Torres souligne que l'ouverture de cette rencontre a été marquée par une table-ronde qui a regroupé 45 chefs d'entreprise. Il en déduit, à juste titre, qu'un pas décisif a alors été franchi dans « la transformation des dirigeants politiques en porteurs d'eau des multinationales »¹.

Un mois auparavant, ajoute-t-il, trois grandes associations de l'électronique, de l'informatique et des télécommunications avaient notifié aux États du G7 que : « L'industrie des technologies de l'information appuie sans réserve les politiques en matière d'infrastructure globale de l'information qui adhèrent aux principes suivants : direction des affaires confiée au secteur privé et guidé par la concurrence ; interopérabilité, confidentialité et sécurité des données (échangées à travers les réseaux); réel accès international, protection des droits de propriété intellectuelle, coopération internationale en matière de recherche et développement et dans les nouvelles applications (...), levée des barrières s'opposant au commerce et à l'investissement; soutien aux projets dans les pays en développement »²

Interêts commerciaux ou droits des peuples

La parenté entre le cahier de charges du patronat des pays du G7 et les réformes économiques, juridiques et institutionnelles qui sont imposées à nos Etats au nom de la croissance et de la lutte contre la pauvreté est saisissante. Elles consistent entre autres à :

- démanteler les entreprises d'Etat dans le secteur des télécommunications (les multinationales auront ainsi les coudées franches) ;

¹ Astrad TORRES. Refuser la vassalisation. Manière de voir 27. Le monde diplomatique août 1995.

² Op Cit page 84

- accroître les dépenses publiques pour l'équipement, l'éducation et la formation en TICs. (une partie des capitaux que nos Etats mobilisent avec tant de difficultés pourra ainsi être absorbés par les milieux d'affaires du Nord et les sous-traitants africains) ;
- impliquer les différentes branches des multinationales dans ces programmes de formation. (les multinationales contrôleront ainsi toute la filière) ;
- créer un environnement juridique et fiscal favorable aux investisseurs privés (afin qu'ils rapatrient leurs profits en toute quiétude) ;
- supprimer les barrières douanières sur les importations de matériels et de logiciels (pour faciliter l'accès des TICs aux utilisateurs et accroître le volume des ventes et les marges bénéficiaires des fournisseurs) ;
- restructurer les ministères de l'Information des télécommunications et des TICs (afin que les rouages du système soient parfaitement huilés) ;
- promouvoir le commerce électronique.

L'appellation société de l'information confère un visage apparemment humain à ce processus néolibéral planifié et imposé par le G7. Elle a pris le pas sur le concept d'infrastructure globale de l'information qui était au centre de la campagne de l'administration Clinton pour une nouvelle économie où l'information est la marchandise à plus haute valeur ajoutée.

Le fait que la Conférence régionale africaine ait mobilisé plus de représentants des milieux d'affaires euro-américains et asiatiques que de représentants du secteur privé africain et du mouvement social atteste, s'il en était besoin, que la classe politique a choisi son camp. Ses allusions à la dette extérieure et à l'égoïsme des partenaires du Nord ne changent rien au fond du problème. On ne peut pas vouloir une chose, l'ouverture incontrôlée aux investisseurs étrangers et son contraire, l'amélioration du sort des travailleurs, des hommes et des jeunes. Les mêmes ambiguïtés sont au cœur du NEPAD qui obéit à la même logique extravertie tout en parlant d'endogénéité et de participation populaire. Le Sommet de Dakar qui, dans le cadre de ce partenariat, a regroupé du 15 au 17 Avril 2002, des centaines d'investisseurs internationaux, n'a pas prêté au secteur privé africain la place qu'il mérite.

« Le comité de mise en œuvre du NEPAD voulait surtout entendre les investisseurs nord-américains et asiatiques peu présents sur le Continent, voire totalement absents³ ». Ce journal ajoute que « des patrons asiatiques comparent à l'envi le Continent au paquebot Titanic et le NEPAD cher au capitaine Abdoulaye WADE à un canot de sauvetage ». Nos dirigeants qui voient grand et qui veulent faire fort et vite courtisent des hommes d'affaires sans état d'âme et souvent méprisants à leur égard.

Les dirigeants africains devraient apprendre à compter sur leurs propres forces, l'histoire des technologies va de pair avec celle de la conquête et de la domination du monde par l'Occident. L'Union Internationale des Télécommunications qui est la cheville ouvrière du SMSI est l'un des produits de cette histoire dont Armand MATTELART brosse à grands traits les étapes. Il remonte au milieu du XIX^e siècle (1860), l'époque où la communication fut élevée au rang d'agent de civilisation par la Grande-Bretagne. Chemin de fer, télégraphe électrique, câble sous-marin ainsi que la nouvelle voie inter-océanique de Suez et la navigation à vapeur... devaient faire du monde un « vaste organisme » dont toutes les parties seraient solidaires. « C'est autour des premiers réseaux de communication, expression physique de cette nouvelle « solidarité organique » - concept positiviste qui tranche sur la vieille notion de solidarité comme obligation morale – que prend forme la première organisation internationale de régulation des flux transfrontières ».

³ Economia N°19. Mai 2002. Page 10.

L'Union Télégraphique Internationale a, en effet, été créée en 1865 (soit cinquante ans avant la Société des Nations) par une vingtaine de pays, la plupart européens. Elle est l'ancêtre lointain de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) qui a vu le jour à Madrid en 1932. L'Union Postale Universelle verra quant à elle le jour en 1874 à Berne. Postes et télégraphes deviennent ainsi un support important dans les discours utopiques sur la vertu « universalisante et pacifique » des techniques de télécommunications.

La rhétorique des États africains et de leurs institutions de tutelle sur la faculté des TICs à juguler la pauvreté et à brûler les étapes du développement n'a donc rien de nouveau. Elle n'a surtout rien à voir avec les maux réels, des hommes et des femmes réels.

La mondialisation marchande est tout simplement la nouvelle étape de l'internationalisation des réseaux et des flux d'information, les États-Unis d'Amérique (USA) ayant pris le leadership dans la conquête du monde par l'arme de la technologie en prônant à son tour les idéaux « humanistes » et « pacifistes ». La violence demeure une constante dans les rapports Nord/Sud. Elle est symbolique (viol de l'imaginaire), politique (ingérence dans les affaires des États) et militaire (Afghanistan, Palestine et autre axe du mal).

L'optimisme béat et la fuite en avant sont surtout à l'avantage des puissants du Nord qui n'ont pas voulu du Nouvel Ordre Economique International (NOEI), ni du Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication (NOMIC) que les pays de l'hémisphère Sud appelaient de tous leurs vœux. Notre monde aurait eu un autre visage, aurait fonctionné sur des bases plus saines, équitables et plus solidaires si à l'époque, du temps où la souveraineté et la négociation avaient encore un sens, le Nord avait voulu et su écouter. Il n'en a pas été ainsi.

Il est vrai que des villes africaines ont, çà et là, leurs cybercafés qui permettent à des milliers de personnes de se brancher et à d'autres de survivre au chômage. Cette effervescence doit être lue et interprétée avec prudence si on se réfère aux difficultés de fonctionnement de certaines de ces structures. Elle ne correspond pas davantage à l'éveil des consciences des Africain(e)s face aux véritables défis qui nous interpellent quant à l'autonomie de pensée, la production et la distribution de richesses.

Des TICs pour l'éthique en politique

La question des prix des matières premières, les mécanismes et les modalités du financement du développement et de l'articulation de l'Afrique à l'économie mondiale à son rythme et en fonction de ses intérêts qui étaient à l'ordre du jour dans les années 70 et 80 sont toujours d'actualité mais sans cesse évacués. Les inégalités qui en découlent sont de plus en plus criardes. Dans son rapport de 1999 sur le développement humain, le PNUD note que : « Le monde est plus prospère. Le revenu par habitant a plus que triplé avec un PIB mondial multiplié par dix, passant de 3000 à 30.000 milliards de dollars au cours des cinquante dernières années ». Mais, poursuit le Rapport de 1999, « la pauvreté est partout. Selon l'Indicateur de la Pauvreté Humaine (IPH1), plus d'un quart des 4,5 milliards d'individus vivant dans les pays en développement ne bénéficient toujours pas de certains éléments les plus essentiels : une espérance de vie supérieure à 40 ans, l'accès au savoir et un minimum de services privés et publics».

L'Afrique doit, sans nul doute manifester et traduire sa présence au monde en s'appropriant les TICs. Mais tâchons de ne pas confondre vitesse et précipitation. Dissocions les intérêts commerciaux et financiers du G8 et des multinationales des droits économiques, sociaux et

politiques des Africains et des Africaines. Le fait que la première conférence régionale préparatoire du SMSI ait eu lieu en Afrique ne veut rien dire sauf que le retour sur investissement est plus alléchant e Afrique que partout ailleurs et que nos dirigeants sont demandeurs et peu exigeants envers les investisseurs étrangers.

Une véritable participation citoyenne à cette aventure renvoie à une autre configuration de la relation entre société civile, pouvoirs publics et secteur privé.

Les acteurs et organisations qui se réclament de la société civile doivent être plus rigoureux et perspicaces. Ils ne doivent pas servir de caution voire de tête de proue à l'inondation des quartiers pauvres et des villages d'Afrique de gadgets quand les populations manquent de nourriture, d'écoles, de centres de santé, de points d'eau et de travail.

Sommes-nous prêts à jouer pleinement le rôle de contre-pouvoir qui nous sied le mieux, c'est-à-dire à exercer notre droit de regard et de contrôle sur les choix, les décisions et les pratiques de nos dirigeants sans nous laisser distraire par ces derniers, ni instrumentaliser par leurs « partenaires » au développement ? Faut-il rappeler que la montée en force de la société civile mondiale dont Port Alegre I et II ont été les temps forts, est, en grande partie, due à l'utilisation judicieuse et citoyenne des TICs ? Se servir de l'arme du groupe dominant pour l'acculer, le défier et gagner la bataille de la dignité et de la justice sociale, telle est l'utilisation subversive que nous nous devons de faire des TICs.

Conclusion : nous sommes du monde

Nous ne devons jamais cesser de nous répéter que nous sommes du monde et que les voies de sortie de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons sont multiples. Notre libération commence d'abord dans nos têtes, puis elle se poursuit dans nos choix et dans nos pratiques.

Être ou ne pas être dans la mondialisation capitaliste – ce dont nos dirigeants s'inquiètent – devient alors un faux débat ainsi qu'un combat d'arrière-garde. Notre credo devrait être : Vivre dignement en sachant communiquer entre nous et avec les autres, en mobilisant les énergies et les talents qui ont autant besoin d'être reconnus que de TICs. La co-opération sera reconnaissance et respect mutuel et, surtout, co-responsabilité. Le pouvoir de réorienter la transformation du continent dans le sens ci-dessus indiqué réside dans le terreau de la culture.

La relation entre les TICs et la culture ne se résume donc pas à l'emprunt et aux transferts de technologies ni à la visibilité qu'elles peuvent garantir aux créateurs talentueux même si ces enjeux sont importants. La confiance en nous-mêmes et en nos ressources doit transparaître dans la nature des investissements, dans notre manière d'encourager et de privilégier les créateurs et les opérateurs économiques africains et dans notre manière de promouvoir leurs œuvres et leurs produits que nous devons consommer nous-mêmes d'abord.

Dès l'instant où nous nous installons dans cette perspective, en cultivant en nous le sentiment que nous n'avons pas à rattraper qui que ce soit mais que nous nous devons d'être nous-mêmes, nous cesserons d'être perçus par les autres comme un poids et trouverons des solutions à nos propres maux. C'est dans cette perspective que le Forum estime qu'un autre monde est possible ainsi qu'une autre Afrique et un autre Mali. Le tableau suivant esquisse quelques pistes à explorer :

Des TICs au service de la démocratie et de la gouvernance

Etat des lieux	Alternatives
<p>. Une demande sociale considérable souvent mal formulée et non articulée. Une société civile :</p> <p>embryonnaire, hétéroclite, dispersée, dépendante, et malléable.</p>	<p>. Les forces sociales de changement sont organisées, avisées et dynamiques. Elles formulent clairement les attentes des populations et communiquent plus intensément avec d'autres réseaux grâce aux TICs. Elles procèdent à une nouvelle prise de connaissance, de conscience et de responsabilité quant à la mondialisation marchande. Elles ont une perception plus claire des alternatives à explorer et à promouvoir.</p>
<p>. Un système politique en déphasage avec cette demande sociale et en porte-à-faux avec les acteurs et organisations citoyennes qui plaident pour des alternatives au modèle néolibéral. Il est extraverti, dépendant, mimétique, clientéliste et corrompu..</p>	<p>. La politique trouve son fondement dans les défis et les enjeux identifiés avec les organisations de la société civile. Les initiatives ne viennent pas du sommet vers la base. Elles sont concertées et intelligibles pour le plus grand nombre.</p> <p>. Les TICs favorisent le dialogue entre gouvernants et gouvernés quant aux alternatives à promouvoir.</p> <p>. Les choix et les décisions macro-économiques qui engagent le destin des Etats et du continent sont conformes aux intérêts vitaux des Africains et des Africaines. Ils résultent d'une large concertation avec différents groupes d'acteurs.</p> <p>. Les ressources sont gérées dans la transparence avec rigueur, allouées en fonction des besoins réels des populations.</p>

ADRESSES :

Forum pour l'Autre Mali

Tél/Fax : 223 221 30 82

BP : 1511 Bamako

Siège : Centre Amadou Hampâté BA (MISSIRA)

Email : djenneart@afribine.net.ml

Site : www.autremali.org